

La taupe Attali  
Michel Husson, *Regards*, mars 2008

Vous prenez un esprit brillant qui fait semblant de se mettre au service du nouveau pouvoir sarkozyen. Il recrute une brochette de banquiers, de patrons et d'économistes libéraux, sans oublier l'indispensable quarteron de potiches. Cette honorable assemblée racle les fonds de tiroirs libéraux et compile 316 trucs et astuces, rebaptisés « décisions ». Il ne reste plus à Attali qu' y ajouter ses élucubrations visionnaires du moment, selon sa méthode habituelle, à la limite (parfois dépassée) du plagiat.

L'infiltration de la taupe est un succès. Elle permet de charger la barque de Sarkozy en révélant la détestable cohérence de son projet, non sans avoir au préalable obtenu de lui l'engagement assez insensé de reprendre toutes vos propositions. De peur que tout cela reste trop abstrait, vous ciblez sur quelques professions bien choisies, qui votent plutôt à droite : chauffeurs de taxis, pharmaciens, notaires et coiffeurs, sans parler des petits commerçants sacrifiés sur l'autel de la grande distribution concurrentielle (sic). Le résultat est immédiat : grève des taxis et recul de Sarkozy. Dans ces conditions, il n'est pas besoin d'attendre « les prochaines législatures » pour enregistrer les effets concrets du rapport Attali : il contribuera à la défaite probable de la droite aux municipales. Encore une fois, Ségolène Royal aura été la plus fine, en feignant de se rallier au contenu du rapport (ce « cadeau » déposé « sur la table » pour « aider la France ») alors qu'elle saluait en langage crypté le cadeau fait à la gauche.

On l'aura compris : mieux vaut en rire qu'en pleurer. Car ce rapport est l'aboutissement pitoyable d'une trajectoire intellectuelle qui mène Attali de l'*Anti-économique* de 1974 à l'ambition sénile et dérisoire de vouloir incarner « la » réforme dont notre pauvre-pays-en-déclin aurait besoin. Entre-temps, Attali a été chambellan de Mitterrand - il écoutait aux portes pour rédiger son *Verbatim* - puis éphémère président de la Berd dont il a été honteusement viré pour avoir dépensé plus d'argent pour le marbre de Carrare du siège de la Banque, qu'elle n'en avait prêtée (c'était sa mission) aux pays de l'Est.

Le rapport Attali pose sur la société un regard myope, et son diagnostic est totalement unilatéral. La compétitivité défaillante, la croissance poussive et le chômage seraient le résultat de privilèges et de rigidités diverses, en particulier sur le marché du travail (manque de flexibilité et de mobilité de la main-d'oeuvre). La libéralisation totale permettrait de faire sauter tous les freins à la croissance et de revenir au plein emploi (5 % de chômage + emplois précaires « low cost »). Mais c'est oublier deux choses. D'abord que les patrons français sont en retard sur l'innovation et sur l'investissement et se comportent en rentiers, grands (le CAC 40) ou petits (les PME familiales et frileuses) : leurs salariés n'y sont donc pour rien. Ensuite que le privilège n°1 dont crève notre société, c'est celui dont profitent les bénéficiaires de revenus financiers qui captent une part croissante des richesses produites, avec en bonus les cadeaux fiscaux du gouvernement.

Attali ne fait que reprendre les mêmes recettes éculées, à en pleurer : blocage des dépenses publiques, baisse des « charges » et libéralisation de tout ce qui peut l'être. Il lui faut donc un sacré culot pour prétendre que son programme n'est pas libéral. On a au contraire rarement vu une offensive aussi systématique des dominants contre les dominés. Elle conduirait à une nouvelle baisse de pouvoir d'achat et à une montée mécanique de la pauvreté et de l'insécurité sociale. Un seul exemple : la « décision » n°227 propose de « définir, pour l'assurance maladie, des crédits limitatifs ». Le gel des dépenses publiques passe donc par le plafonnement des dépenses de santé, et tant pis pour ceux dont la maladie n'est pas budgétée et qui n'ont pas les moyens de recourir aux assurances privées. A ce niveau-là, ce n'est plus du néo-libéralisme, mais de l'archéo-libéralisme : il s'agit d'instaurer une sorte de loi de la jungle en ne comptant que sur la privatisation, la concurrence et les solutions individuelles. Très classiquement, ce libéralisme est par nature anti-démocratique. En présentant son rapport comme un « plan global, non politique, qui devra être mis en oeuvre avec constance au cours des prochaines législatures », Attali affirme qu'il n'y a pas d'alternative, et prétend décréter la fin du débat public.